

Quel monde voulons-nous ?



Tel était le titre de la déclaration du groupe de bioéthique de la conférence des évêques de France en septembre 2019. Une question qui demeure d'une actualité criante en ce temps de rentrée. Quel monde voulons-nous, alors que le projet de loi de bioéthique, discuté en seconde lecture à l'Assemblée Nationale, a connu cet été des évolutions très inquiétantes ?

Il est sidérant de voir combien la crise sanitaire continue de nous préoccuper jusqu'à l'obsession, alors même que ce projet de loi poursuit son chemin dans une indifférence généralisée. La mise en perspective de ces deux réalités révèle la fragilité extrême de notre société. Alors qu'un virus microscopique met à terre l'économie mondiale et nous contraint à des règles sanitaires de plus en plus exigeantes, voilà qu'une majorité de nos députés veut autoriser une mainmise absolue de la technique médicale sur les questions essentielles de la procréation ou de la parentalité.

Les perspectives qu'ouvre le projet de loi nous font entrer dans un monde réellement inhumain.

Pensons par exemple à l'autorisation de pratiquer un avortement jusqu'au terme de la grossesse en raison d'une détresse psycho sociale ou encore à la fabrication d'embryons chimères. Tout ce qui est techniquement possible pourra un jour être effectivement réalisé. Nous entrons dans une logique effrénée. Dans un tel contexte la question n'est plus de savoir si la GPA sera un jour autorisée, la question est de savoir quand elle le sera. De telles transgressions nous conduisent vers un monde où la parole du serpent adressée à Adam et Eve dans le livre de la genèse s'applique : *Vous serez comme des dieux, connaissant le bien et le mal.* (Gn 3, 5). Nous y sommes, c'est le temps où l'homme devient le maître absolu de la vie et la mort.

Il serait injuste de dire que l'Église n'a rien fait dans le débat national.

Des chrétiens, dont vous êtes, ont pris la parole lors du grand débat sur la bioéthique. Des chrétiens, dont vous êtes, se sont formés, ont écrit à leurs parlementaires, ont prié, se sont mobilisés. Evêques de France, nous avons aussi largement pris la parole, suscité des réflexions et des débats, nous avons interpellé les autorités de notre pays au plus haut niveau. Certains de nos parlementaires ont été sensibles à nos paroles. Je note avec reconnaissance combien ceux de notre département accueillent avec intérêt la parole de l'Eglise et pour certains la mettent en pratique.

Le combat n'est pas fini, même si l'issue de la démarche est hélas prévisible. Un tel constat ne nous fera cependant jamais entrer dans une diabolisation de la société ou de ceux qui la dirigent.

En revanche ce constat nous invite à la mobilisation.

Comment continuer, sans nous décourager, à proposer le trésor de la sagesse biblique et de la révélation chrétienne ? Nous savons qu'une telle attitude implique d'abord de notre part que nous le mettions nous-mêmes humblement en pratique. C'est sur le terrain de la fraternité et de la compassion que nous sommes attendus. Ce chemin n'excluant jamais le terrain de la vérité. Alors que je termine cet article l'évangile du jour me permet d'entendre les paroles de Jésus : *Vous avez négligé ce qui est le plus important dans la Loi : la justice, la miséricorde et la fidélité. Voilà ce qu'il fallait pratiquer.* (Mat 23, 23) Que cette nouvelle année pastorale, avec tous les défis qu'elle comporte, nous garde unis dans cet unique essentiel : être fidèle à la parole de Dieu, être, quoi qu'il en coûte des serviteurs de la Vie.

+ *Jacques Habert,*
Evêque de Sées.